

LA SITUATION MACROECONOMIQUE DE LA RCA SOUS LE SCANNER DES EXPERTS DU FMI ET DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

La question de la croissance, de l'emploi et de la réduction de la pauvreté était au menu d'un séminaire gouvernemental, organisé par la mission du Fonds Monétaire International (FMI) en séjour à Bangui, le lundi 5 novembre dernier, dans la salle de conférences de la BEAC. Présidé par Henri-Marie Dondra, ministre des finances et du budget, gouverneur du FMI, ce séminaire qui a enregistré la participation de 12 membres du gouvernement, a été l'occasion pour les experts du FMI de faire un zoom sur la situation macroéconomique de la République Centrafricaine et les défis à relever.

De l'avis des experts du FMI, l'économie centrafricaine reste peu compétitive en raison d'un climat des affaires coûteux et risqué d'où nécessité d'œuvrer à l'amélioration de la situation sécuritaire et du climat des affaires. « Un développement très diversifié de l'économie qui sera la seule condition pour apporter plus de revenus, plus d'emplois à une population qui en a besoin. Il y a eu des progrès très importants qui sont déjà accomplis depuis la fin de la crise, mais la route reste longue », concède Joël Toujas-Bernaté, chef de mission du FMI.

Après s'être effondrée à cause d'une crise politique et sécuritaire prolongée, l'économie de la République Centrafricaine a modestement repris, et la croissance fluctue entre 4 et 5%. L'équipe du FMI estime que l'amélioration de l'environnement sécuritaire, le rétablissement de l'autorité de l'Etat, la mobilisation des ressources domestiques, le respect des engagements pris sur l'égalité des genres, le renforcement de la compétitivité extérieure et l'amélioration du climat



des affaires, l'accroissement de la transparence et de la bonne gouvernance permettraient une croissance plus forte. Les experts du FMI ont mis en exergue l'exemple de certains pays comme le Rwanda pour étayer leurs arguments.

« Cette rencontre a permis à mes collègues de palper les réalités des travaux des revues du programme économique et financier du gouvernement soutenu par la Facilité Elargie de Crédit du FMI », déclare l'ar-

gentier national Henri-Marie Dondra. Cet espace d'échanges a donné lieu à des discussions très fructueuses sur certains enjeux de l'économie centrafricaine. Les différentes recommandations issues des travaux de ce séminaire vont permettre de corriger les faiblesses liées au système fiscal centrafricain et de diversifier son économie, de promouvoir la transparence et la bonne gouvernance, de développer les infrastructures de base, enfin de renforcer la sécurité et de consolider la paix.

Ce séminaire qui se situe dans le cadre de la 5e revue du programme économique et financier du gouvernement est l'un des éléments du dispositif du FMI permettant la mise en œuvre des différentes réformes en vue de booster l'économie centrafricaine. Nous osons croire que les membres du gouvernement se mettront en phase avec les réformes économiques et financières en cours, et que les résultats de cette 5e revue seront concluants pour le bonheur du Peuple centrafricain.

Donatien Patrick Issapa



Accueil du ministre des finances (à gauche) par le Directeur national de la BEAC (à droite)

gentier national Henri-Marie Dondra. Cet espace d'échanges a donné lieu à des discussions très fructueuses sur certains enjeux de l'économie centrafricaine. Les différentes

Partenaire: Le Projet TBSI, financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par Expertise France